

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4765 - LUNDI 03 JUIN 2024

ÉLIMINATOIRES COUPE DU MONDE

Le match Congo-Niger se jouera au stade Alphonse Massamba-Débat

Le stade Alphonse Massamba-Débat va abriter, le 6 juin, le match Congo-Niger comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2026. L'information a été donnée à l'issue de la visite des travaux de retouches et de la pose de la pelouse synthétique de ce complexe sportif par le ministre des Sports et de l'Éducation physique, Hugues Ngouelondélé. « Nous sommes confiants et nous prions pour que nous jouions désormais toutes les rencontres internationales dans ce stade, parce que la pelouse répond bien aux exigences de la FIFA », a déclaré le ministre.

Page 13



Le ministre des Sports testant la nouvelle pelouse Adiac.

BAD

La Côte d'Ivoire hôte des assemblées annuelles 2025



Les officiels lors de l'ouverture des assemblées de la BAD, le 29 mai.

Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, accueillera l'année prochaine les 60es assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD). Un choix salué par le représentant du pays aux

assises de Nairobi, au Kenya, dont la clôture est intervenue le 31 mai, au bout de cinq jours d'intenses échanges, sur une note d'espoir. Pour Akinwumi Adesina, la bonne note de Nairobi est symbolisée par le suc-

cès de l'événement ayant drainé quelque 8300 participants mais surtout par l'adhésion des dirigeants africains au plaidoyer porté par la Banque sur la réforme de l'architecture financière mondiale.

Page 16

FORMATION QUALIFIANTE

L'Institut technologique agricole dispose d'un nouveau siège

Le chargé d'affaires de l'ambassade du Japon au Congo, Maekawa Hidenobu, et l'administrateur-maire de Makélékelé, Edgard Bassoukissa, ont inauguré, 31 mai à Brazzaville, le nouveau siège de l'Institut

de technologie agricole (ITA). Cette structure offre une formation sanctionnée par un Brevet d'études techniques. Le nouveau bâtiment, qui abrite désormais l'ITA, est subdivisé en trois blocs comprenant quatre

salles de classe, un bloc administratif et des sanitaires pour filles et garçons. L'ITA est situé dans le premier arrondissement de Brazzaville, Makelekelé.

Page 8

APPO

Bientôt une banque africaine de l'énergie



Le ministre des Hydrocarbures recevant le consul général Adiac

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (Appo) envisage d'ouvrir une banque destinée à investir dans l'accès à des infrastructures et à des services énergétiques modernes en Afrique. Le projet a été au centre des échanges entre le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, et le consul général du Ghana au Congo, Abdul Malik Adam Cariba. « Le Ghana ambitionne d'abriter le secrétariat permanent de la future banque. C'est dans ce contexte que j'ai été dépêché par mon pays

pour échanger avec les autorités congolaises sur le projet. », a indiqué le diplomate ghanéen.

Page 3

EDITORIAL
Appel
au casque

Page 2

ÉDITORIAL

Appel au casque

Quarante jours. C'est le temps que mettront les Forces de police congolaises requises par leur hiérarchie pour sensibiliser les taxis-motos au port obligatoire du casque.

La campagne lancée le 21 mai sur l'étendue du territoire national prendra fin le 30 juin. Passé ce délai plutôt raisonnable, les usagers qui ne se seront pas conformés aux prescriptions auront enfreint à la réglementation.

La prescription est que le taxi-moto et le client qu'il embarque portent leur casque avant de prendre la route. Cette mesure de sécurité routière édictée pour le bien de tous n'est pas nouvelle car plus d'une fois déjà, le ministère de l'Intérieur, celui des Transports ainsi que les autorités municipales l'ont réitérée sans apparemment parvenir à des résultats tangibles.

Y revenir aujourd'hui est plus que salutaire au regard du nombre croissant des motos en circulation à Brazzaville et dans d'autres localités du Congo, mais aussi des accidents et autres dangers que ces engins font courir à la population. A priori, l'utilité d'emprunter ce moyen de locomotion n'est pas remise en cause.

Dans le message adressé aux personnels chargés d'effectuer le contrôle routier avant l'application d'éventuelles restrictions, la hiérarchie de la police a insisté sur « l'éthique professionnelle, le discernement et la retenue ». Pour les policiers comme pour les taxis-motos, il est essentiel par-dessus tout de rester des citoyens exemplaires.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Les communicateurs du PCT renforcent leurs capacités

Le département de la communication et des technologies de l'information du Parti congolais du travail (PCT) a organisé, le 1er juin, à Brazzaville un séminaire spécial au profit des communicateurs du parti de la fédération de Brazzaville sur la communication politique afin de renforcer la visibilité de l'action au niveau des organes intermédiaires et de base du parti.



Une vue des communicateurs du PCT lors du séminaire atelier/adiac

Plus de soixante communicateurs du PCT, de la Force montante congolaise (FMC) et de l'Organisation des femmes du Congo (OFC), venus des neuf comités d'arrondissements et de l'Ile Mbamou, ont pris part à ce séminaire atelier. Ils ont suivi deux exposés animés par deux experts en communication. Le premier thème développé par Christian Brice Elion a porté sur la « Rédaction d'une dépêche politique et la pratique des réseaux sociaux ». Abordant ce volet, l'orateur a fait savoir que comme dans d'autres domaines, la rédaction d'un article à caractère politique obéit aux six questions de référence, principes fondamentaux du journalisme : le Qui, le Quoi, le Où, le Quand, le Comment et le Pourquoi ?

La dépêche politique, a-t-il précisé, obéit à une démarche technique qui nécessite la clarté, la précision et la concision. Dans sa propagande politique, le communicateur ou communicant doit utiliser un jargon approprié et faire usage des vocables et expres-

sions politiques « Il est conseillé dans la rédaction d'une dépêche politique, peu importe sa connotation, de recourir au style direct, d'aller droit au but ou à l'essentiel, en mettant l'accent sur les faits et non sur les commentaires. Dans sa structuration, l'article politique doit comporter un titre, un chapeau et une progression appelée encore développement. Dans d'autres genres journalistiques tels que l'éditorial, on y ajoute une conclusion », a souligné Christian Brice Elion, expert en communication.

Parlant des réseaux-sociaux qui sont les nouveaux médias, l'orateur a affirmé aux communicateurs du PCT qu'à ce niveau, le message se véhicule essentiellement à travers Internet. Il s'agit, entre autres, de Facebook, WhatsApp, Instagram, Tik-Tok, YouTube et Twitter. Le technicien a renchéri aux communicants du PCT que la diffusion des nouvelles dans ces canaux exige beaucoup de précautions en termes de véracité des faits.

Ainsi, a-t-il soutenu, l'information doit être recoupée, vérifiée et authentifiée avant sa diffusion, car une Fake news publiée peut mériter des poursuites judiciaires.

Développant le second thème sur « Comment parler en politique et accorder une interview », Itoua Ndinga a rappelé aux participants que le communicateur politique doit avant tout maîtriser sa langue de communication pour captiver l'auditoire. Il doit surtout cibler l'objet du message, être court et précis pour éviter de se perdre. En initiant ce séminaire, l'objectif du département communication du PCT est de renforcer la visibilité de l'action du parti aux niveaux intermédiaire et de base ; appliquer toutes les formes modernes de marketing politique et d'occuper de façon permanente le terrain politique à travers les structures du parti. Pour le porte-parole du PCT, Parfait Iloki, le séminaire va s'étendre sur l'ensemble du territoire national afin de permettre au PCT d'améliorer sa communication.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Adjoint à la direction : Bermely Ngayouli
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo,
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, Emeline Loubayi,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :

Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

COOPÉRATION

Le Congo et le Ghana favorables à la création d'une Banque africaine de l'énergie

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (Appo) envisage d'ouvrir une banque destinée à investir dans l'accès à des infrastructures et à des services énergétiques modernes sur le continent. L'idée du projet est partagée par le Congo, pays membre du comité exécutif de l'Appo, et le Ghana qui souhaite abriter le siège de la future institution panafricaine.

Le Ghana sollicite le soutien du Congo à sa candidature comme pays hôte du siège de la Banque africaine de l'énergie. Le sujet a été évoqué, le 30 juin à Brazzaville, au cours de la rencontre du ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, avec le consul général du Ghana en République du Congo, Abdul Malik Adam Cariba. Le diplomate ghanéen mise sur « l'excellence » des relations entre son pays et le Congo. « *L'entretien a porté sur le changement climatique et la transition énergétique. Comme vous le savez, le Congo abrite le siège de l'Appo et est membre du comité exécutif de l'Appo (...) Le Ghana ambitionne d'abriter le secrétariat permanent de la future banque. C'est dans ce contexte que j'ai été dépêché par mon pays pour informer les autorités congolaises; notamment le ministre des Hydrocarbures* », a indiqué Abdul



Le ministre des Hydrocarbures recevant le consul général/Adi

« L'entretien a porté sur le changement climatique et la transition énergétique. Comme vous le savez, le Congo abrite le siège de l'Appo et est membre du comité exécutif de l'Appo (...) Le Ghana ambitionne d'abriter le secrétariat permanent de la future banque. C'est dans ce contexte que j'ai été dépêché par mon pays pour informer les autorités congolaises; notamment le ministre des Hydrocarbures »

Malik Adam Cariba. Malgré les immenses ressources énergétiques qu'ils disposent, les pays africains souffrent encore de l'accès à l'énergie et du manque de financements nécessaires à la transition énergétique. Le projet d'une banque spécialisée a été approuvée par les instances de l'Appo depuis plusieurs mois. La désignation du pays du siège de la Banque africaine de l'énergie (parmi lesquels l'Algérie, le Bénin, le Nigeria, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud et le Ghana) constitue une étape cruciale à la concrétisation de cette initiative panafricaine.

Une délégation ghanéenne, conduite par le ministre de l'Énergie, est attendue à Brazzaville dans le but certainement de convaincre le Congo à appuyer la candidature du Ghana, a annoncé le consul général Abdul Malik Adam Cariba.

Fiacre Kombo

LE FAIT DU JOUR

Tout banal?

Oui. Tout, presque tout devient banal chez nous et partout ailleurs dans le monde, à tel point que la communauté humaine semble manquer de ressorts pour se remettre sur le droit chemin, embarquée qu'elle est dans un laxisme enivrant et consommant de façon gloutonne tout ce qui tombe dans son escarcelle. On devient indifférent à un certain nombre de dérives assommantes. Le sage conseil d'André Gide, « il est bon de suivre sa pente, pourvu que ce soit en montant », perd de son entregent. Et pour cause.

Que dans une cour de l'école, deux élèves (de jeunes filles) poussées par un vilain jeu de mains finissent par se bagarrer et leurs camarades, au lieu de s'interposer et les séparer, filment la scène avec leurs téléphones; qu'entretemps l'irréparable se produise, l'une des élèves tombée à la renverse la tête la première sur une table-banc en bois ne s'en relève pas, il y a de quoi s'inquiéter.

En aucune circonstance l'école, lieu d'apprentissage par excellence, ne devrait se transformer en un

théâtre lugubre où le malheur remplace l'émulation, où les apprenants s'adonnent à des besognes qui ne les honorent nullement. Et ce n'est pas tout !

Que des hommes en uniformes visiblement en mission commandée, ayant capturé de présumés criminels filment et diffusent au moyen de leurs téléphones portables l'exécution sommaire de l'un d'eux qui aurait tenté de leur échapper, il y a de quoi n'y rien comprendre. Mais que toutes ces scènes à divers degrés violentes entrent subrepticement dans les mœurs laisse interrogateur.

L'une des questions de fond face à ce constat accablant est de savoir vers où nous conduisent nos smartphones ? Instrument magique s'il en est, le téléphone, le voilà entré de plain-pied dans la vie de chacun, encombrant mais indispensable pour les services qu'il est censé rendre. Mais vers où nous mèneront les réseaux sociaux, si dynamiques, si irrésistibles, et si déstabilisateurs ? Bien malin qui saura démêler l'écheveau.

Gankama N'Siah

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

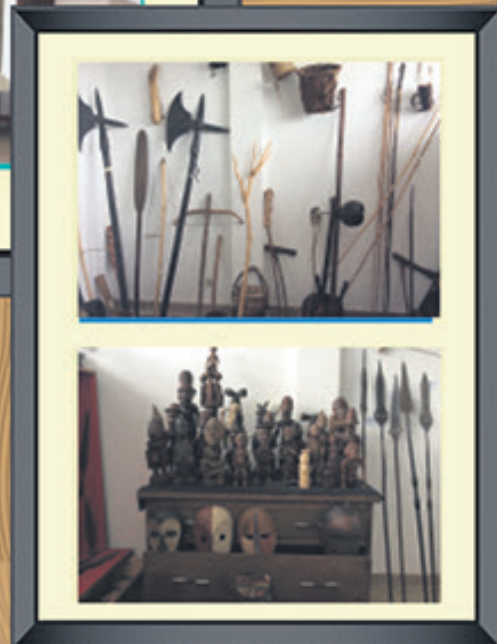
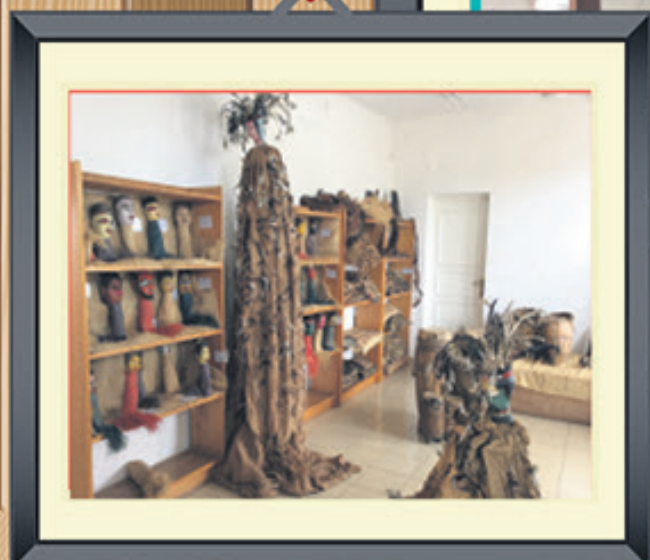
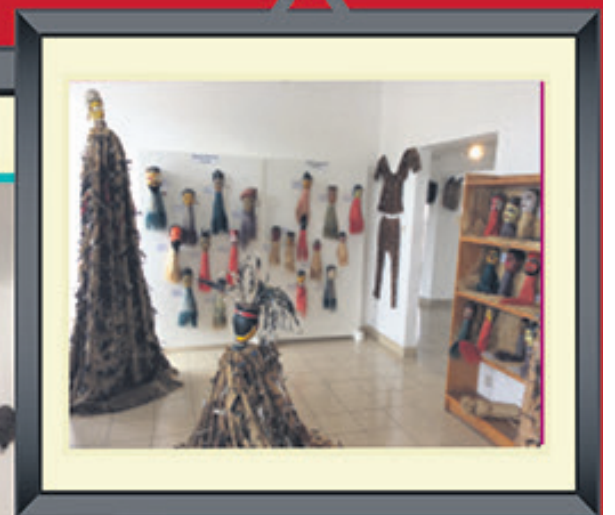
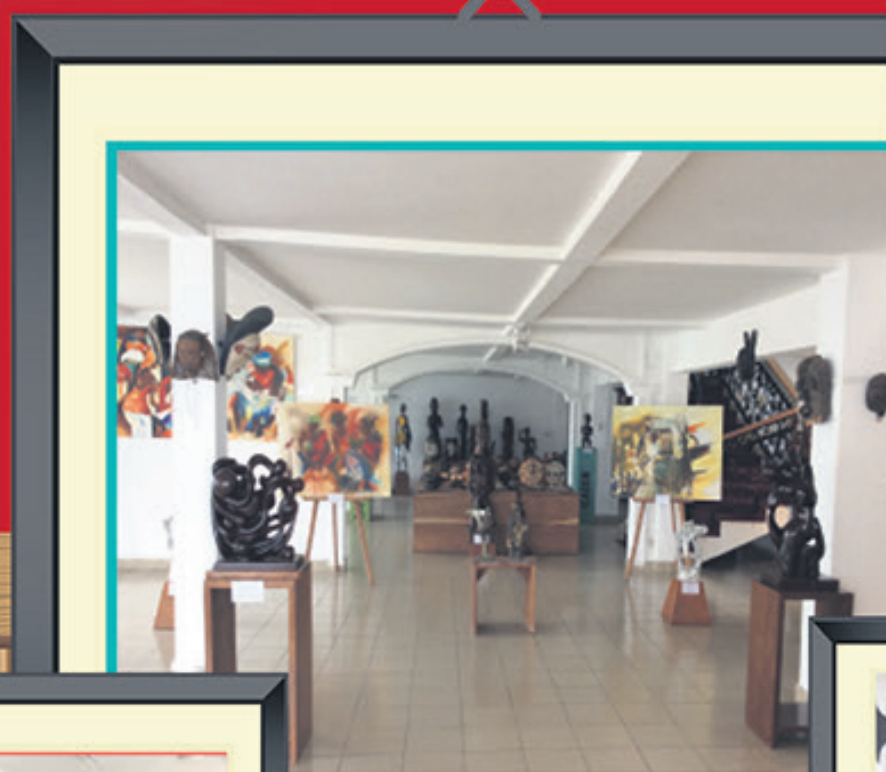
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

MÉDIAS

La Radio citoyenne des jeunes se dote d'un nouveau siège

La Radio citoyenne des jeunes (RCJ) a célébré, le 30 mai, ses 7 ans d'existence. A cette occasion, son équipe managériale a reçu, le même jour, les clés de son nouveau bâtiment ainsi qu'un don de matériel de travail.

La RCJ se réactualise et tourne de plus belle vers le perfectionnement grâce à son nouveau siège, la qualité de son matériel de travail puis le dynamisme de ses agents. En dotant cette radio d'un nouveau siège, le gouvernement et ses partenaires souhaitent lui donner les moyens susceptibles pour bien informer, éduquer, divertir et sensibiliser les auditeurs aux sujets liés à la jeunesse congolaise.

C'est, en effet, en présence du ministre chargé de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Hugues Ngouélon-délé, et de ses collègues de l'Enseignement préscolaire et primaire, Jean Luc Mouthou; et de la Communication, Thierry Lézin Mougalla, que la représentante de l'Unesco au Congo, Fatoumata Barry Marega, a profité de cette célébration pour remettre les clés du nouveau siège et du matériel technique. La représentante de l'Unesco a rappelé que la structure onusienne qu'elle représente restera disponible à accompagner



Le ministre chargé de la Jeunesse coupant le ruban symbolique Adiac

les différentes initiatives de ce média. Le don est composé, entre autres, d'un groupe électrogène, d'un émetteur radio FM, d'un anti-foudre, d'une console, des micros et des ordinateurs.

Dans son mot de bienvenue, la coordinatrice de la RCJ, Nephthalie Ibenga, a promis de tout mettre en œuvre, avec son équipe,

pour répondre aux attentes des citoyens, en général, et des jeunes, en particulier, dans le domaine de l'information de proximité.

Elle a, par ailleurs, signifié que cette chaîne qui a été lancée le 30 mai 2017 est animée essentiellement par des jeunes et pour les jeunes. La RCJ émet 24/24. « Ce jour marque le

début d'une nouvelle ère pour la Radio citoyenne des jeunes. Cette année particulière nous impose l'innovation, la créativité, l'ouverture et, surtout, le terrain. La RCJ vise à édifier la jeunesse congolaise face aux antivaleurs, à produire et diffuser des émissions thématiques, à faire accéder les jeunes aux infos et programmes

jeunes, à favoriser l'expression multiforme des jeunes, à promouvoir les valeurs civiques, culturelles, artistiques et entrepreneuriales ou à offrir aux jeunes des opportunités de formation ou d'apprentissage professionnel pratique aux métiers de la radio », a indiqué Nephthalie Ibenga.

Il faut noter également que la RCJ, qui est la voix des jeunes par excellence, a lancé depuis quelque temps sa version web lui permettant ainsi d'être écoutée partout, à travers le monde. Ce qui la rapproche encore plus de sa cible. Situé à côté du stade annexe du complexe sportif Alphonse-Massamba-Débat, ce nouveau siège se trouve après le ministère de la Jeunesse, dans la bretelle qui mène vers le quartier Diata. Il est doté d'un bloc administratif avec six bureaux tous équipés des mobiliers adéquats, deux studios, d'une salle technique, des salles d'attente et d'une cour spacieuse.

Rude Ngoma

PROMOTION DE LA COHÉSION NATIONALE

L'association Les ambassadeurs mise sur sa devise « Le pays d'abord »

Prélude au lancement de sa campagne nationale d'adhésion, l'association Les ambassadeurs, dont la devise est « Le pays d'abord », invite les Congolaises et Congolais à travailler pour la pérennisation des valeurs de la République.

Le message de l'association a été transmis, le 31 mai, lors d'un point de presse que son secrétaire général, Blossom Gabio Biansele, a animé à Brazzaville. Selon lui, le collectif Les ambassadeurs s'engage fondamentalement à promouvoir la cohésion nationale parmi tous les citoyens du Congo. Cet objectif, a-t-il dit, ne peut être réalisé que par la promotion des valeurs fondamentales de la République. « Les ambassadeurs considèrent la République comme sacrée et ils sont convaincus que l'avènement d'un bonheur radieux pour la République repose uniquement sur

ses citoyens. Nous sommes une association apolitique, d'ailleurs, notre emblème en dit suffisamment. Vous avez les douze mains sur lesquelles sont inscrites les départements de la République puisque notre devise est « Le pays d'abord ». Les ambassadeurs sont les ressortissants de chaque département de notre chère République », a expliqué Blossom Gabio Biansele.

Cette organisation vise, entre autres, à sensibiliser les citoyens aux notions de paix, de civisme et de patriotisme; promouvoir les notions d'unité; développer la culture entrepreneu-



riale et promouvoir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Blossom Gabio Biansele a indiqué que Les ambassadeurs s'engagent résolument à promouvoir la pérennité de la cohésion nationale, la paix et de l'harmonie parmi les citoyens.

A en croire l'idéologie de cette association qui est reconnue juridiquement, l'amour authentique envers la patrie est fondamental pour renforcer cet objectif. Ses membres travaillent actuellement pour la vulgarisation des notions de paix et d'unité nationale sur toute l'étendue du territoire national.

R.Ng.



AVIS DE SÉLECTION

Sélection internationale ouverte n°01/COBAC/AEPS/SIR/Ser/2024 pour l'élaboration du plan stratégique 2025-2029

Dans le cadre de ses ambitions de développement et afin d'atteindre ses objectifs dans un environnement en perpétuelle mutation, la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) a décidé de recruter un Consultant en vue de l'élaboration du Plan Stratégique 2025-2029.

A cet effet, elle invite par le présent avis de sélection, les structures œuvrant dans les secteurs définis par les termes de référence et remplissant les conditions requises, à soumettre une proposition. Le processus se déroulera conformément au Règlement n° 01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la sélection sur la base de la qualité technique et du coût.

Les Consultants intéressés peuvent solliciter des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés :

COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE
S/C Direction Nationale de la BEAC pour le Gabon, 8ème étage,
Porte 815

: Avenue Jean Paul II – BP 2180 Libreville – GABON
06 02 76 011 (+241); 47 45 74 011 (+241): Poste 4815
63 45 74 011 (+241):
@ : cobac@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent

mille (100 000) francs CFA. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, exception faite du Bureau de Paris.

Les soumissions, conformes au règlement particulier de la sélection, devront être envoyées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le samedi 13 juillet 2024 à 12 heures précises :

COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE
S/C Direction Nationale de la BEAC pour le Gabon, 8e étage,
porte 815,
: Avenue Jean Paul II – BP 2180 Libreville – GABON

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées. Les soumissions seront ouvertes en deux phases au siège provisoire de la COBAC, sis à la Direction Nationale de la BEAC pour le Gabon, à Libreville, en présence du ou des représentants des soumissionnaires dûment mandatés par un document écrit et signé du dirigeant de l'entreprise. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le samedi 13 juillet 2024 à 13 heures et les plis financiers, pour les propositions techniques jugées conformes, le samedi 20 juillet 2024 à 12 heures.

Libreville, le



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS)

« Projet d'aménagement de la route KETTA-DJOUM et de facilitation du transport sur le corridor Brazzaville – Yaoundé, Phase 2 »

Secteur : Transports

Référence de l'accord de financement : Prêt n° 2000130014482

N° d'Identification du Projet : P-Z1-DBO-167/ AMI : N° 006-2024/MATIER/DGGT-CEP

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt du Groupe de la Banque Africaine de Développement pour couvrir le coût du « Projet d'aménagement de la route KETTA-DJOUM et de facilitation du transport sur le corridor Brazzaville – Yaoundé, Phase 2 », et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour financer les prestations relatives à l'élaboration et la présentation du rapport d'achèvement du projet ».

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent, entre autres :

a. Vérification des hypothèses initiales :

- Rappel des objectifs du projet,
- Evolution de l'environnement économique (brève description de l'évolution de l'économie au cours de la première phase d'exécution du projet),
- Evolution de l'environnement politique (brève description de l'évolution de l'environnement politique),
- Adéquation des objectifs initiaux aux conditions économiques actuelles et perspectives, Adéquation des objectifs initiaux au contexte institutionnel (actuel et futur),
- Obligations contractuelles de l'Accord de crédit et leur application (gestion de projet, manuel de procédures, procédures de passation des marchés et leur actualisation. Examen du niveau de la contribution de l'Etat en rapport avec les prescriptions de l'accord de crédit,
- Respect des clauses en matière d'audit annuel des comptes et des états certifiés de dépenses.

b. Examen de l'organisation du projet :

- Organisation du projet et répartition des compétences ;
- La coordination des activités, le management du projet ;
- Le Comité de pilotage ou autre structure d'orientation ;
- Impact du projet sur le renforcement des institutions du secteur ;
- L'implication du secteur privé (bureau d'études, entreprises, contrôle) ;
- Les relations entre l'Emprunteur et la BAD ;
- Les relations avec les autres partenaires financiers et techniques ;

c. Examen de la gestion du projet :

- La passation des marchés (la gestion des dossiers d'appel

- d'offres et des contrats/marchés) ;
- Le suivi comptable ;
- Le contrôle interne/Audit interne ;
- L'examen du système général d'information du projet (fonctionnalité du système et accessibilité des informations concernant le Projet) ;
- La gestion financière administrative et comptable ;
- Les procédures de décaissement ; le suivi évaluation ;
- La communication, information et participation des bénéficiaires ;
- La mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, notamment de l'EIES et du PAR pour s'assurer que cette mise en œuvre s'est déroulée conformément à la réglementation environnementale et sociale nationale en vigueur au moment de l'approbation du projet, aux exigences des accords de prêts et aux politiques et directives pertinentes des règles et procédures en matière de sauvegardes environnementale et sociale de la BAD.

2. La Délégation Générale aux Grands Travaux/ la Cellule d'exécution des Projets en partenariat multilatéral au Congo, ci-après dénommé « Organe d'Exécution » invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants individuels intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations ci-dessus citées (CV à jour et signés, lettre de motivation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, copie des diplômes et attestations etc.).

3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement », édition d'octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

4. Le Consultant individuel devra satisfaire aux exigences de qualification et d'expérience suivantes :
- Avoir un diplôme de niveau au moins BAC +5 dans le domaine

des Transports routiers, travaux publics/génie civil, économie ou assimilé.

- Avoir au moins dix (10) d'expérience dans le domaine de l'évaluation et de clôture de projets ;
- Avoir réalisé, au moins 3 missions d'évaluation (achèvement et ou clôture) des projets routiers ; financés par les institutions internationales (la BAD, la Banque Mondiale,);

5. Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

| N° | Critères | Notes |
|-------|---|-------|
| 1 | Expérience professionnelle générale dans le domaine de l'évaluation de projet : • Si 10 ans dans le domaine de l'évaluation et de clôture de projets en tant qu'expert :10 points • Si 11 à 15 ans d'expérience dans le domaine de l'évaluation et de clôture de projets en tant qu'expert : ...15 points • Si 16 ans ou plus dans le domaine de l'évaluation et de clôture de projets en tant qu'expert :20 points. | 20 |
| 2 | Expérience spécifique : Avoir réalisé au moins trois (03) missions d'évaluation (achèvement et/ou clôture) des projets routiers, sur financement des bailleurs internationaux (FIDA, BAD ou BM) : • Une expérience deux (02) missions :60 points, • Plus 5 points par mission supplémentaire pour un maximum de 10 points | 70 |
| 3 | Connaissances en informatique (Word, Excel, PPT, Microsoft Project, ...) et du français. | 10 |
| TOTAL | | 100 |

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 24 juin 2024 à 10 heures 30 mn (heure locale, TU+1) et porter expressément la mention « AMIN°004-2024 /MATIER/DGGT-CEP/Sélection de Consultants individuel) / recrutement d'un consultant individuel chargé de préparer et de présenter le rapport d'achèvement du projet »

À l'attention : Monsieur BATOUNGUIDIO, Coordonnateur du Projet,
Adresse : 2, avenue de la Base aérienne Marien NGOUABI
(Croisement avec le Boulevard Denis SASSOU NGUESSO),
5ème étage de l'immeuble Cheick TAMBADOU, quartier
Batignolles, Brazzaville, République du Congo
E-mail : ceprbaddggt@gmail.com; payima6@gmail.com

Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur,
signé
BATOUNGUIDIO.-

CHU DE BRAZZAVILLE

Les agents réclament l'apurement d'arriérés de salaire

Le personnel du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville a décidé de relancer la grève générale avec service minimum dans tous les services cliniques, médicotéchniques et administratifs, à compter du 3 juin.

La déclaration lue le 31 mai, au cours d'une assemblée générale, par le secrétaire général de la Confédération syndicale du Congo (CSC) CHU-B, Berthellet Zebal, stipule que faute de satisfaction de leurs droits, la direction générale est invitée à prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'organisation du service minimum. Les agents du CHU revendiquent également la concomitance du paiement des salaires avec les fonctionnaires ainsi que l'amélioration des conditions matérielles de travail. Par ailleurs, l'intersyndicale appelle les travailleurs à la discipline et à la responsabilité en vue d'assurer la sauvegarde de l'outil de travail.

Pour rappel, depuis le 26 mai 2021, l'intersyndicale avait transmis au ministère de la Santé et de la Popu-



lation une proposition de protocole d'accord en vue de l'apurement progressif des arriérés de salaire. De même, l'équipe de travail paritaire composée des membres de l'administra-

tion et ceux de l'intersyndical, mise en place à cet effet par le directeur général du CHU courant 2022, n'a abouti à aucun résultat satisfaisant.

En effet, la proposition de

protocole d'accord présentée par l'intersyndicale et adoptée par cette équipe de travail a été transmise à la direction générale le 16 février 2023, mais elle est restée lettre morte.

Concernant la concomitance des salaires avec la fonction publique, un engagement pris par le Premier ministre, l'assemblée générale fait le constat inquiétant du glissement de plusieurs semaines entre le paiement des fonctionnaires et les travailleurs du CHU de Brazzaville, avec le risque évident de conduire à de nouveaux arriérés de salaire en plus de ceux déjà dus au titre des années 2009 et 2020 tel que rappelé ci-dessus.

Dans les divers, l'assemblée générale a vigoureusement dénoncé la précarité des conditions matérielles de travail, notamment dans les services cliniques et médicotéchniques, ainsi que les dysfonctionnements dans le traitement des situations administratives des travailleurs, sur fond de violation des textes en vigueur...

Guillaume Ondze

PRIX PANAFRICAIN DE LA PROMOTION DE L'INTÉGRATION ENTRE LES PEUPLES

Mahamat Abdelkrim Bahar lauréat de l'édition 2023

Le Consortium panafricain pour la paix a décerné, le 30 mai à Brazzaville, le prix panafricain de la promotion de l'intégration entre les peuples au consul honoraire du Tchad à Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala, Mahamat Abdelkrim Bahar. La cérémonie s'est déroulée à l'ambassade du Tchad au Congo, en présence de son chargé d'affaires, Kola Wang Namou.

Président de l'Association des importateurs des bétails et éleveurs du Congo, Mahamat Abdelkrim Bahar pratique l'élevage en République du Congo depuis plus de vingt-cinq ans. Selon le consortium, sa nomination en qualité de consul honoraire de la République du Tchad à Impfondo avait été accueillie avec joie par tous les Tchadiens résidant au Nord-Congo, grâce à son dynamisme et à son bel esprit social.

Dans son élan de solidarité, Mahamat Abdelkrim Bahar avait remis, le 20 avril 2020 au gouvernement congolais, des bovins représentant cinq tonnes de viande destinées à être distribuées aux malades, aux personnes en quarantaine, au personnel soignant et aux ménages démunis de la République du Congo. Une réponse à l'appel à la solidarité lancé par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en cette période difficile.

« Les panafricanistes ont le devoir de marquer les repères de leurs actions ; de rendre un hommage vibrant et mérité aux grands hommes de leur temps ; il ne restait qu'aux modestes explorateurs que nous sommes de rendre hommage à

M. Mahamat afin que la prospérité retienne à jamais la justesse de son action et la puissance de sa vision. Pour nous, M. Mahamat est un exemple que la jeunesse tchadienne ; en particulier ; la jeunesse congolaise et d'Afrique, en général, devraient suivre », a justifié le coordonnateur du Consortium panafricain pour la paix, le Dr Ernest Nouna Djomo.

Choisi parmi les trois nominés dont un Malien et un Mauritanien vivant au Congo, le consul honoraire tchadien à Impfondo s'est dit surpris de cette récompense. « Je suis très content de recevoir ce prix aujourd'hui. C'est le travail de Dieu. En Afrique, il y a des femmes et des hommes qui sont plus que moi, mais je suis surpris de ce prix, merci au Consortium panafricain. C'est le meilleur prix qui m'a été décerné, en tant qu'Africain, c'est une fierté pour moi. Je suis en train de faire mes affaires au Congo, je ne savais pas que le don des bœufs que j'avais fait au gouvernement pendant la période covid-19 pouvait m'ouvrir des portes », a déclaré Mahamat Abdelkrim Bahar, félicitant les autorités congolaises pour le climat de sécurité qui règne dans le pays.



Le lauréat posant avec la délégation du Consortium et le chargé d'affaires de l'ambassade du Tchad/Adiac

Il s'est, par ailleurs, félicité de l'élection du président de la République du Tchad, le général Mahamat Idriss Déby Itno, dès le 1er tour. Il espère que cette élection permettra au Tchad de se lancer sur la voie de l'émergence, de la paix et de la prospérité dans cinq ans.

Décerné chaque année par le comité exécutif et le comité d'éthique du Consortium panafricain, ce prix a pour but de

récompenser un homme d'Etat, un gouvernement, une organisation ou toute personne qui, par sa politique, son engagement, ses prises de position ou la qualité de son travail, aura su bien témoigner de son attachement dans plusieurs domaines. Il s'agit, entre autres, de la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance ; du développement socio-économique ; de l'intégration entre

les peuples, de la paix, de la non-violence, des droits humains et de la cohésion sociale. Depuis sa création, le prix panafricain d'excellence a déjà récompensé trois chefs d'Etat dont le Congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et l'ancien président ivoirien, Henri Konan Bédié. Le président du Sénat congolais, Pierre Ngolo, l'a reçu cette année.

Parfait Wilfried Douniama

FORMATION QUALIFIANTE

L'Institut technologique agricole reçoit de nouveaux bâtiments

Le chargé d'affaires de l'ambassade du Japon au Congo, Maekawa Hidenobu, et l'administrateur maire de Makélékelé, Edgard Bassoukissa, ont inauguré, 31 mai à Brazzaville, le nouveau siège de l'Institut de technologie agricole (ITA).

L'ouverture du nouveau siège de l'ITA est le fruit de la coopération entre le Congo et le Japon car ce pays a totalement financé sa construction et son équipement. Anciennement situé dans l'enceinte du lycée Emery-Patrice-Lumumba puis de l'Institut des jeunes sourds, l'ITA est un établissement d'enseignement technique agricole et commercial ayant deux cycles de formation. La formation technique agricole se solde par un BET et reçoit les élèves de niveaux 5^e et 4^e pour la première année et 4^e et 3^e pour s'inscrire en deuxième année. Elle offre la formation complète jusqu'au baccalauréat. Du côté de la formation commerciale, les élèves termineront également avec le diplôme du baccalauréat. Pendant la présentation de l'œuvre, l'architecte Dan Dominique Lutumba Massongela a détaillé les différents compartiments de l'ITA et leurs particularités. Cette œuvre, a-t-il expliqué, est classée dans la catégorie B avec une superficie de 787 m² et un prolongement du domaine public de 25 m qui la sépare des berges de la rivière Djoué. Elle est subdivisée en trois blocs et dotée de quatre salles de classe, d'un bloc administratif puis d'un bloc sanitaire pour filles et garçons. « Ces bâtiments sont construits selon

toutes les caractéristiques et normes de l'art de l'architecture moderne. Ils sont fondés des poteaux d'angle avec semelles isolées et des longrines liant les poteaux en béton armé, protégés par des rouleaux de films de polystyrène en sous-œuvre. L'ossature des bâtiments est faite des poteaux isolés, des murs de refend et des cloisons en parpaings de 0,12 ml », a-t-il indiqué.

Le promoteur de cette école, Vital Ntela Biazi, a fait son historique, indiquant qu'elle était implantée dans un espace en location, avant d'acquiescer son propre siège grâce au soutien de l'ambassade du Japon. Les élèves inscrits à l'ITA, a-t-il dit, seront autonomes à la fin de leur formation puisqu'ils seront capables de se lancer dans l'entrepreneuriat et de contribuer pleinement à l'autosuffisance en République du Congo.

Pour sa part, l'ambassadeur Maekawa Hidenobu a précisé que le financement d'un montant de 72 841 dollars américains, soit 44,5 millions F CFA, s'inscrit dans le cadre de l'aide non remboursable du Japon aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine. « Je tiens à vous rappeler que les infrastructures qui vous sont livrées ce jour, pratique-



Les partenaires du projet devant l'un des bâtiments Adiac

ment durant la clôture de l'année scolaire, sont un bijou que vous devrez chérir. Il est de votre responsabilité de vous les approprier et de les maintenir en bon état car, elles permettront d'assurer votre développement intellectuel et personnel. Cet important pro-

jet pour le développement de l'éducation et de l'agriculture en République du Congo est le résultat d'une collaboration précieuse entre le Japon et la République du Congo », a exhorté l'ambassadeur du Japon. Avec une vue panoramique sur la rivière Djoué, cet établissement

recevra les élèves qui souhaitent se former dans les domaines agricole et commercial.

La cérémonie d'inauguration a été rehaussée par la présence du maire de Makélékelé, Edgard Bassoukissa, ainsi que des cadres des ministères de tutelle et des sages.

Rude Ngoma

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les étudiants et diplômés de l'ESGAE incités au monde du travail

Etudiants et diplômés de l'Ecole supérieure de gestion et d'administration des entreprises (ESGAE) ont bénéficié, du 30 au 31 mai à Brazzaville, des connaissances sur le monde du travail, lors des journées de l'entreprise et de l'employabilité organisées par cet établissement sur le thème « L'employabilité des étudiants au cœur des relations entre l'école et l'entreprise ».

La première édition des journées de l'entreprise et de l'employabilité (JEE) a été organisée par l'ESGAE avec l'appui des partenaires. Elle a connu la participation de plus de 500 personnes et diverses entreprises publiques et privées. L'objectif a été de faire un pont entre la vie étudiante et professionnelle. Ces journées permettront, en effet, de favoriser le lien avec le monde de l'entreprise et professionnel afin de permettre à l'école de renforcer ses liens en créant des partenariats. Les travaux ont été ouverts par la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, marraine de l'événement, en présence des administrateurs maires et autres responsables de l'éducation. Pendant ces journées, les enseignements ont été repartis en sessions et ateliers avec différents thèmes, notamment sur l'écosystème entrepreneurial et comment construire un projet professionnel et un projet d'étude.



Echange des parafeurs entre la ministre et le directeur général de l'ESGAE/Adiac

Les communications données à cette occasion ont contribué à l'atteinte des objectifs pour l'employabilité des jeunes à avoir la capacité d'acquiescer des compétences pour un emploi. Pour le président d'organisation de ces journées, le Dr Levy Makany, celles-ci s'inscrivaient dans le cadre de la mise en œuvre

du plan stratégique de l'école en adéquation avec le système licence-master doctorat. Plus de 350 stages ont été rendus disponibles pour les étudiants et trente-deux entreprises se sont engagées à présenter leurs services et à les accueillir. Toutefois, trente étudiants seront pris en stage dans les différents

services du ministère des Affaires foncières.

Le directeur général de l'ESGAE, Roger Armand Makany, a circonscrit les journées de l'entreprise et de l'employabilité comme une rencontre entre l'entreprise et l'école, d'une part, et une démarche d'une entreprise vers l'école, d'autre part.

« L'employabilité correspond à la capacité d'un individu à conserver et à développer son emploi. L'ESGAE est disponible pour aider les entreprises dans la formation mais ici, il s'agit de l'employabilité des jeunes qui renvoie aux possibilités des diplômés de trouver un emploi décent et de le cadrer », a

indiqué Roger Armand Makany. Pour sa part, la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat a souligné dans son allocution la place de l'ESGAE dans l'enseignement supérieur au Congo. Selon elle, l'expérience de cet établissement montre la capacité des Congolais à gérer des entreprises. Elle a assuré que l'employabilité des

étudiants et des diplômés est une préoccupation constante pour tous les décideurs et acteurs dans le domaine qui ont besoin d'un cadre compétent et opérationnel mais aussi pour la formation d'exécution pérenne. « La clé de la réussite, c'est de maintenir un cadre de dialogue et d'échange permanent entre les trois piliers : le pouvoir public, l'acteur en charge de la formation et les cadres », a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo.

Assurant les étudiants de l'accompagnement de son ministère à travers ses agences, la ministre a annoncé que les journées de l'entreprise et de l'employabilité sont encouragées par le gouvernement qui a pour mission de favoriser la création de 90 000 emplois pour lesquels le ministère des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat est aussi concerné.

Notons que l'événement a été marqué par la signature d'un accord entre le ministère et l'ESGAE ainsi que la remise des certificats de participation aux entreprises publiques et privées.

Lydie Oka

ALIMENTATION

Le président centrafricain a remercié Poutine pour les livraisons de céréales

Le président de la République centrafricaine (RCA) Faustin-Archange Touadéra a remercié son homologue russe Vladimir Poutine pour les livraisons de céréales au pays au début de l'année.

« Lors du sommet Russie-Afrique, il a annoncé être prêt à fournir gratuitement des céréales à la République centrafricaine [...]. Nous avons reçu ces dons, la promesse du président Poutine a été tenue », a-t-il déclaré dans une interview accordée à RT.

« Nous tenons à l'en remercier. Le peuple centrafricain est très reconnaissant », a souligné le président. Selon lui, cette décision a permis de stabiliser les prix de la farine en RCA.

En janvier de cette année, l'ambassadeur russe à Bangui, Alexandre Bikantov, a déclaré dans une interview accordée à TASS qu'une cargaison de 50.000 tonnes d'aide alimentaire avait été livrée par la Russie à la RCA.

La décision de fournir une assistance à la République centrafricaine et à d'autres pays du continent a été prise par M. Poutine dans le cadre du deuxième sommet Russie-Afrique, qui s'est tenu en 2023 à Saint-Petersbourg.

HUMANITAIRE

La France envoie de l'aide à la Papouasie-Nouvelle-Guinée après un glissement de terrain

La France envoie une aide à la Papouasie-Nouvelle-Guinée après un glissement de terrain meurtrier qui a tué plus de 150 personnes le 24 mai. C'est ce qu'indique un communiqué conjoint du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Armées de la France.

« Conformément aux demandes du président de la République pour participer aux efforts de secours et de reconstruction en Papouasie-Nouvelle-Guinée, des moyens militaires déployés depuis la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française seront mis à disposition de la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans les prochaines heures pour contribuer à la réponse humanitaire », lit-on dans le communiqué. 300.000 euros seront alloués par Paris pour distribuer des denrées alimentaires, des abris et garantir l'accès à l'eau et aux services d'hygiène. Un glissement de terrain massif s'est produit le 24 mai dans les villages de Kaokalam et de Yambali, situés dans le centre du pays. Plus de 150 habitations se sont retrouvées dans la zone sinistrée.

Selon les dernières informations, le bilan s'élève à 162 morts. Des spécialistes australiens et néozélandais sont venus en aide aux secouristes locaux. Canberra et Wellington ont envoyé des cargaisons humanitaires et des équipements spéciaux à la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

COOPÉRATION

La France et le Gabon s'accordent à renforcer leur partenariat en matière d'économie

Le président français Emmanuel Macron et son homologue gabonais Brice Oligui Nguema sont convenus, lors d'une réunion au Palais de l'Élysée, d'approfondir la coopération économique. C'est ce qu'il est indiqué dans un communiqué diffusé par la présidence française.

Les deux parties ont signé « une déclaration d'intention pour développer ce partenariat via la formation d'une coalition de partenaires publics et privés désireux d'apporter un soutien financier au Gabon pour la mise en œuvre de ses engagements en matière de protection de ses ressources de carbone et de biodiversité, et d'investir dans la bio économie au Gabon », est-il dit dans le texte.

Le président de transition du Gabon a également discuté avec M. Macron des démarches visant à rétablir l'ordre constitutionnel et à assurer un dialogue national, a constaté l'Élysée.

TASS

GUINÉE

Un deuxième groupe de 149 migrants guinéens rapatriés par l'OIM

Un deuxième groupe de 149 migrants guinéens en provenance du Niger ont été rapatriés jeudi soir en Guinée, grâce à l'appui de l'Organisation internationale pour la migration (OIM), en collaboration avec le gouvernement guinéen, a confirmé vendredi un responsable de l'OIM Guinée.



Retour en Guinée de 172 migrants vulnérables venus de LibyeDR

Selon Lucas Chandellier, chargé de la communication et des médias à l'OIM Guinée joint au téléphone par Xinhua, cette opération de rapatriement des migrants guinéens s'inscrit dans le cadre du Programme de protection, de retour et de réintégration des migrants en Afrique subsaharienne (MPRR-SSA), financé au titre de l'Initiative conjointe Union européenne-OIM pour la protection et la réintégration des migrants.

Le programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration de l'OIM comprend l'accueil des migrants, les sessions d'information, la formation en compétences

entrepreneuriales, l'élaboration et le lancement de projets de réintégration, ainsi que le suivi et l'accompagnement continus, a expliqué M. Chandellier.

Il a affirmé que d'autres vols étaient prévus dans les prochains jours pour rapatrier les Guinéens en situation de détresse ou qui souhaitent pouvoir rentrer en Guinée.

« Les migrants recevront un soutien complet pour leur réintégration, y compris une assistance psychosociale et des ressources pour démarrer de nouveaux projets en Guinée », a-t-il conclu.

Xinhua

ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

SÉCURITÉ

Inzun Kakiak revient à la tête de l'Agence nationale des renseignements

Le chef de l'État, Félix Tshisekedi, a nommé le 31 mai, Justin Inzun Kakiak administrateur général de l'Agence nationale des renseignements (ANR).

Revenu à la tête de cette structure d'intelligence du pays, Inzun Kakiak sera secondé par Justin Mulumba Nsabua, avocat au barreau du Kongo central. Il l'avait déjà dirigée de mars 2019 à décembre 2021, avant d'être nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République du Congo. Inzun Kakiak connaît bien l'institution pour avoir été administrateur adjoint, puis administrateur, succédant en 2019 à Kalev Mutond qui la dirigeait depuis 2011.

Il remplace Daniel Lusadis Kiambi, un médecin spécialisé en cardiologie et en médecine d'urgence, formé à l'École



royale militaire en Belgique, et ayant servi au sein des Forces armées zaïroises et de la Division spéciale présidentielle sous feu président Mobutu. Il est relevé de ses fonctions dans un contexte marqué par le coup d'État déjoué par l'Armée au Palais de la nation et l'attaque par les assaillants de la résidence de Vital Kamerhe, nouveau président de l'Assemblée nationale. Lusadis avait remplacé Jean Hervé Mbelu. À son accession à la magistrature suprême du pays, Félix Tshisekedi avait fait la promesse « d'humaniser » l'ANR et de « fermer » ses nombreux cachots secrets.

Martin Enyimo

ÉNERGIE

Le projet du plan de redressement de la Snél actualisé

Des experts français et d'autres institutions nationales du secteur énergétique vont présenter un rapport du projet de plan de redressement actualisé de la Société nationale d'électricité (Snél).

Le diagnostic approfondi dans la production, le transport, la distribution et la commercialisation de l'électricité en République démocratique du Congo par la Snél S.A recommande un plan de redressement actualisé, selon un rapport d'experts congolais et français. Le calendrier d'exécution des recommandations de ce plan prévoit la remise du Projet de plan de redressement actualisé et celle du Projet de contrat de performance relatif au redressement de l'opérateur public congolais de l'énergie dans la semaine du 24 juin. Un atelier de restitution générale sur ces questions fondamentales est du reste programmé cette semaine-là, indiquent les experts français du cabinet conseil Nodalis, basé à Paris, spécialiste des pays émergents et en développement, et des experts étatiques impliqués dans le processus de redressement de la Snél considérée comme «un outil de souveraineté énergé-

tique».

Le Plan de redressement actualisé a été élaboré sur la base du Plan de redressement 2016 ; les orientations stratégiques et le Plan d'affaire 2023-2025 de la Snél, précisé le rapport. Le contrat de performance étale la durée de validité à cinq ans, de 2025 à 2029. Il repose sur les «principaux engagements de l'Etat» dont les règles de fixation du revenu autorisé ; la lutte contre la fraude ; le paiement des factures des administrations, ou encore sur le plan directeur électrique et grand projet structurant. Aussi, ce document prend en compte les «principaux engagements de la Snél S.A» axés sur l'amélioration du service au client ; la réalisation des projets d'investissement ; la maîtrise des coûts et de la performance d'exploitation.

Portée sur l'actualisation du Plan de redressement de la Snél S.A et l'élaboration d'un projet de contrat de performance», la mission



Une station de la Snél S.A

de diagnostic a été réalisée avec le concours des experts du ministère des Ressources hydrauliques et Electricité, de la Snél S.A et du Comité de pilotage de la réforme des entreprises du portefeuille de l'Etat. Parmi ses objectifs, on note la nécessité de poser le «diagnostic rapide organisationnel, technique, opérationnel, commercial et financier de la Snél S.A» ; l'«évaluation de l'exécution du Plan de redressement de la Snél S.A du 5 août 2016»

; la «proposition d'amendement et d'adaptation au plan de redressement» et l'«élaboration d'un projet de contrat de performance». Dans le lot des défis du redressement de la Snél, fait-on savoir, on relève «la digitalisation des services à la clientèle qui implique notamment la facilitation de l'accessibilité des clients aux informations relatives à la gestion du cycle de facturation, aux facilités des modes de paiement, et

à divers informations relatives à la desserte énergétique dans le réseau urbain». «La discontinuité de la fourniture de courant ; le déficit de production élevé ; la congestion du transport ; la chute de tension ; le manque d'automatismes en réseaux ; des problèmes de matériel» figurent, par ailleurs, parmi les contraintes sur lesquelles devra s'appesantir la Snél S.A.

M.E.

CINÉMA

Le film « Mayouya » projeté à Sony-Labou-Tansi

Dans le cadre de la célébration du mois de l'Europe, la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, en partenariat avec le ciné-club de l'Institut français du Congo dirigé par la Forge, a organisé, le 31 mai au Cercle culturel Sony-Labou-Tansi, la projection de « Mayouya : film africain sans budget », en présence de sa réalisatrice Claudia Yoka et de quelques membres de l'équipe de production de cette œuvre.

Film congolais sorti en 2022, « Mayouya : film africain sans budget » est l'histoire de la réalisation d'un long métrage qui se heurte à la difficulté des fonds. Frédérique avait obtenu un engagement sûr pour le financement de son film sur l'excision. Au dernier moment, la banque se rétracte. À la place, le directeur lui propose de devenir l'une de ses nombreuses maîtresses. Déçue et irritée, la jeune femme décide de lui donner une bonne leçon.

Frédérique contacte alors son ami Jo, basé en France et recherché pour plusieurs braquages. Avec son aide et celui de son frère Gérard, un habitué des commissariats, Frédérique recrute trois femmes aux aptitudes exceptionnelles pour braquer la banque virtuellement. S'en suivra une belle opération de charme pour recueillir des informations capitales et obtenir du banquier la faveur de tourner quelques scènes dans ses locaux. Réussira-t-elle à porter son film sur grand écran malgré beaucoup de quiproquos amusants ? Oui, a pu le confirmer la projection du long métrage qui aura duré environ 1h 50 min.

Le public ébahi devant la qualité du film a ovationné l'ensemble de l'équipe de tournage et de production. « Je suis très contente de voir un aussi beau film réalisé

par des Congolais. C'est un peu difficile de croire que c'est fait par des Congolais, parce qu'on n'a pas l'habitude de voir nos films. C'est vrai qu'il y a des endroits où on se dit qu'on est à Brazzaville mais à d'autres, on a l'impression d'être ailleurs. Toutes mes félicitations à la réalisatrice, aux acteurs et à toute l'équipe », a déclaré une spectatrice.

Carte blanche autour de « Mayouya »

Après la projection du film « Mayouya » s'en est suivi un moment d'échange entre les quelques membres de l'équipe du film présents et le public. A la question de savoir si ce long métrage ne fait pas l'apologie de la cybercriminalité et de la machination des hommes, Claudia Yoka, réalisatrice du film, a souligné que Mayouya est avant tout une fiction mettant en évidence la problématique du financement du 7^e art au Congo qui demeure encore un grand handicap pour l'avancement de ce secteur. « Ce film veut simplement démontrer que faire des films en Afrique devient de plus en plus difficile et encore plus quand on est une femme. Donc, au lieu de tout le temps pleurer, on a pris parti d'en rire. «Mayouya», c'est vraiment



La réalisatrice Claudia Yoka entourée de quelques membres de l'équipe du film répondant aux questions du public Adiac

un film sans budget, mais qui a été fait avec beaucoup d'amitié et d'accompagnement. Tous ceux qui entouraient le film acceptaient des cachets dérisoires. Surprise : c'est le premier film que je fais qui atteint plusieurs continents, plusieurs festivals et nominations. Merci à l'Union européenne pour cet honneur et d'avoir bien voulu projeter mon film en ce jour malgré le fait qu'il est en accès libre sur TV5 Monde et accessible en streaming. En gros, les spectateurs n'avaient aucune raison d'être là si ce n'est pas la volonté de nous accompagner, merci cher public ! », a-t-elle confié.

Claudia Yoka a poursuivi son propos en soulignant le fait que ce

film est aussi une manière de montrer que certaines personnes finissent par sombrer dans la délinquance et la violence car fatiguées d'avoir plein de projets sans qu'il n'y ait personne derrière pour accompagner ou soutenir leurs efforts. Et cela devrait interpeller les dirigeants dans la société. A côté de cela, elle a épinglé d'autres difficultés que rencontre le cinéma congolais, à savoir la crédibilité quand on monte un projet, un budget ou une production ; le manque de formation, de confiance dans les talents locaux, d'entraide et de patriotisme ; etc.

Pour l'actrice congolaise Monie Lek qui a incarné le rôle de la secrétaire et amante du directeur de la banque, jouer ce film a été une

belle expérience. « C'était assez structuré et rapide car mon rôle ne s'étend pas sur beaucoup de minutes. Il fallait résumer avec cohérence et faire usage de beaucoup d'intelligence, aussi savoir jongler entre humour et sérieux », a-t-elle fait savoir. Pour Fortuné Bateza, le réel plaisir a été de partager ce projet avec des acteurs qu'il connaissait déjà et d'autres avec lesquels il travaillait pour la première fois. « J'étais assez content de tourner sous la direction de Claudia. Avec Kader, on a travaillé une matinée. Il était assez surpris de voir qu'il y a du répondant au Congo », a-t-il ajouté.

Tourné essentiellement à Brazzaville, « Mayouya : film africain sans budget » a le mérite d'avoir rassemblé des grandes figures du cinéma congolais et d'autres pays tels le Gabon, la République démocratique du Congo, la Centrafrique, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Burkina Faso, la France. Il s'agit de Tatiana Rojo, Phil Darwin Nianga, Serge Abessolo, Sorel Boulingu, Stana Roumillac, Bruno Henry, Habi Touré, Passi, Tata Osca, Rasmané Ouédraogo, Marie-Philomène Nga, Kader Gadji, Mira Loussi, etc.

Merveille Jessica Atipo

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA
À la vie bel hommage

Annyck IBATA-OKOKO
Ombres et lumières
Poésie

Émile Gankama
La Cité d'attache du vieux port
Roman

Jean Bernard Nkoua-Mbon
Le Covid-19 et moi
Le combat d'un médecin contre le coronavirus à Brazzaville

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA
L'art oratoire chez les Ambosí

Hérissonne Payima Lombobo
Les organisations internationales de l'Afrique centrale
Recueil de textes

LE CADAVRE DU FLEUVE
Marie-Françoise Ibovi

L'improbable destin de Lundala
Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vita
LEANDRE MODILO

Raoul Maixent OMINGA
La transition énergétique en République du Congo : Problèmes et perspectives

Abraham Constant NDINGA-MBO
Pour une histoire du monde teke
Méthodologie et réflexions



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



ÉLIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2026

Le stade Alphonse-Massamba-Débat désormais opérationnel

Les travaux de retouches et de la pose d'une nouvelle pelouse au stade Alphonse-Massamba-Débat ont pris fin le 31 mai. Le même jour, ce stade a reçu la certification de la Fédération internationale de football association (Fifa), l'autorisant à accueillir des rencontres de niveau international.

Au terme de la visite d'inspection du ministre chargé des Sports, Hugues Ngouélondélé, au stade Alphonse-Massamba-Débat qui était en chantier de perfectionnement depuis deux semaines, les nouvelles sont bonnes pour les adeptes du football congolais. Il ressort que ce complexe sportif a été homologué par les experts de la Fifa et est désormais apte à recevoir les matches internationaux.

La peur qui avait envahi le public sportif congolais à propos de la délocalisation ou non des matches Congo-Niger et Congo-Maroc n'a plus sa raison d'être. Les Diables rouges joueront effectivement leurs matches de la 3^e et 4^e journées des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 à domicile. Le gouvernement a mis les bouchées doubles afin de conformer le stade Alphonse-Massamba-Débat, notamment la pelouse, aux normes internationales. « Nous avons eu cette belle pelouse de très belle qualité grâce au président de la République. Ce stade est fait pour nos joueurs et joueuses pour les matches internationaux. Nous sommes



Le ministre des Sports testant la nouvelle pelouse Adiac

confiants et nous prions pour que nous jouions désormais nos matches ici puisque la pelouse répond bien aux conditions demandées. Nous sommes en négociation avec la Fifa et l'équipe adverse pour que le match du 6 juin

se joue ici car nous avons un plan B, celui de jouer à Kinshasa. Mais comme les travaux ont pris fin à temps, nous allons les informer officiellement et les inviter à venir jouer chez nous », a expliqué Hugues Ngouélondélé.

La campagne africaine du Congo à la course vers la Coupe du monde le met aux prises, le 6 juin, contre le Niger pour le compte de la 3^e journée et face au Maroc, le 11 du même mois, pour la 4^e journée. L'os- ture des joueurs convoqués

pour cette double confrontation est déjà en préparation à Brazzaville. Le casting du coach Isaac Ngata paraît intéressant avec la présence des nouveaux joueurs. L'entreprise Greenfields qui a réalisé ces travaux avait décidé de travailler jour et nuit, s'appuyant notamment sur de l'aide des techniciens locaux et européens pour atteindre les délais. La garantie est de huit ans avant changement de la pelouse. La première s'est vite abîmée à cause d'un réel problème d'entretien, l'empêchant d'atteindre les 200 h faute de maintenance.

Greenfields est une société qui a déjà l'agrément de la Fifa. Sur place au Congo, elle avait installé en 2015 l'ancienne pelouse du stade Alphonse-Massamba-Débat, celle du stade Paul-Sayal-Moukila à Dolisie, et quelques années plus tard celle du Centre technique d'Ignié. Ce certificat délivré par la Fifa pour ce stade n'est valide que pour une année. D'autres travaux non urgents doivent être finalisés afin de permettre à cette structure de bénéficier de l'agrément définitif (5 ans).

Rude Ngoma

FOOTBALL

Le bilan des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Archange Bintsouka, FK Partizani, 1^{re} division

Avec son but inscrit lors de la demi-finale de la phase finale du championnat, Archange Bintsouka a atteint la barre symbolique des 10 buts, en 30 matches de championnat. Sans une blessure, qui l'a freiné au cours de l'hiver, l'avant-centre d'1m87 aurait probablement pu faire encore mieux. Ses prestations ont en tous cas été remarquées par les recruteurs européens, dont des clubs italiens et portugais.

Rapide et physique, l'ancien attaquant de Kondzo, qui a également marqué lors du 3^e tour préliminaire de la Ligue Europa Conférence, sous contrat jusqu'en juin 2025, pourrait donc rejoindre, rapidement, un championnat plus huppé. S'il avait le bon goût de briller, avec la sélection, face au Niger et au Maroc, il pourrait accélérer son départ.

Champion en titre, le Partizani a été battu en finale du championnat par le FK Egnatia et n'a remporté, pour sauver sa saison, que la Super Coupe d'Albanie.

Christoffer Mafoumbi, FC Noah, 1^{re} division

A 30 ans, le natif de Roubaix n'a plus de club depuis le 1^{er} janvier. Son arrivée au FC Noah, un promu ambitieux, avait suscité de l'euphorie et des espoirs. Malheureu-



Archange Bintsouka a passé la barre des dix buts en championnat. De quoi attiser la convoitise de clubs plus huppés?/DR

sement, après deux titularisations, il est mis en concurrence avec l'Italo-Camerounais Vimercati. Les deux portiers vont se partager le temps de jeu jusqu'à la trêve (neuf pour le Congolais, onze pour l'Italien). Arrivé fin septembre, l'entraîneur espagnol Carlos Inajeros ne compte pas sur l'international congolais, qui rompt son contrat le 1^{er} janvier et rentre en Grande-Bretagne, où est restée sa

famille. Proche de s'engager avec les Irlandais de St-Patrick's, le portier de 30 ans est finalement doublé sur le fil par le Brésilien Pitaluga Filho, prêté par Liverpool le 5 janvier. Absent de la sélection depuis un an, en perte de vitesse en club et ciblé par une campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux, Christoffer Mafoumbi doit retrouver un défi qui lui apporte, à nou-



Christoffer Mafoumbi a connu une nouvelle saison galère, en Arménie./DR

veau, de l'épanouissement et du plaisir.

Kévin Monziano, St-Pölten, 2^e division

Ambitieux après sa 3^e place en juin 2023, St-Pölten n'est pas parvenu à jouer les premiers rôles cette saison (9^e à 29 points de la montée). Buteur lors des première et dernière journées, Kévin Monziano présente un bilan moyen (six

passes décisives en vingt-cinq matches, dont onze titularisations) au vu du niveau de cette deuxième division autrichienne.

En fin de contrat en juin, après deux saisons, l'ailier de 23 ans a également marqué à deux reprises en quatre matches de Coupe. Suffisant pour retrouver un défi intéressant ? Réponse dans les prochaines semaines.

Camille Delourme

GESTION D'ENTREPRISE

L'Institut Kaizen s'apprête à s'installer au Congo

Créé au Japon dans le but de gérer les entreprises et les organisations de manière plus structurée, l'Institut Kaizen veut s'implanter au Congo pour partager son expertise aux entreprises locales. Vincent Nguimbi, directeur Afrique francophone, et Flaubert Manda, consultant senior à cet institut, ont animé, le 31 mai à la Chambre de commerce de Pointe-Noire, un focus pour le présenter.

Devant un auditoire composé des responsables et représentants des entreprises, les deux membres de l'Institut Kaizen l'ont d'emblée présenté. « Nous avons expliqué les différentes composantes de cette approche qui est déjà utilisée dans certaines entreprises dans le monde anglophone, en particulier. Nous comptons nous installer au Congo pour faire bénéficier des mêmes types d'avantages aux entreprises congolaises », a dit Vincent Nguimbi. Il a poursuivi expliquant que « Cette approche a été mise en pratique pour mettre fin au gaspillage inutile de temps et d'énergie en rationalisant la gestion que ce soit dans les opérations, les fonctions support telles que les bureaux, les départements des finances, les ressources humaines quel que soit le département de l'entreprise. Nous nous engageons à aider nos clients à changer pour le mieux, grâce à une approche



La photo souvenir lors du focus de l'Institut Kaizen/Adiac

holistique et structurée qui combine des outils agiles, numériques et lean ».

Flaubert Manda, consultant senior, a détaillé dans sa communication les différentes approches de Kaizen. « Nous mettons en œuvre des solutions avec les équipes de nos clients, en améliorant leurs connais-

sances et en développant leurs compétences en matière d'amélioration. Dans le contexte du Kaizen et du lean, la méthodologie 5S est fondamentale. Tout comme les fondations sont essentielles à la stabilité d'un bâtiment, les 5S sont indispensables à l'excellence opérationnelle des organisations. Une

approche qui peut transformer les lieux de travail à travers une organisation efficace, et par suite analyse l'impact des 5S sur la productivité, la qualité et la sécurité, ainsi que sur la motivation des équipes ».

Le terme « 5S », a-t-il dit, a été popularisé par Hiroyuki Hirano dans son livre de 1995 et pro-

vient des cinq mots japonais : « Seiri » (séparer), « Seiton » (situer), « Seiso » (scintiller), « Seiketsu » (standardiser) et « Shitsuke » (soutenir). Chaque terme représente une étape de cette approche d'organisation du lieu de travail.

Selon lui, la méthodologie « 5S » permet de réduire le temps de recherche et de faciliter l'accessibilité aux matériaux et informations nécessaires, apportant de nombreux avantages : augmentation de l'efficacité et de la productivité, réduction de l'espace nécessaire pour effectuer les travaux et stocker les articles, amélioration de la qualité, de la motivation et de l'engagement des employés, accroissement de la sécurité et de l'ergonomie.

Créé en 1985 au Japon, l'Institut Kaizen est présent dans plus de soixante pays dans le monde. Cet établissement utilise plus de 700 personnes et intervient dans plus de quarante-cinq secteurs d'activités.

Hervé Brice Mampouya

FESTIVAL GROS PLAN

La cinquième édition se tient bientôt à Pointe-Noire

Une initiative de Michael Gandoh, cinéaste, la cinquième édition du festival Gros plan se tiendra du 17 au 22 juin, à Pointe-Noire. Un rendez-vous que s'évertue à perpétuer depuis 2018 l'association Bilili ya Africa, en réunissant dans la ville océane les professionnels du cinéma, des multimédia et de l'événementiel. Tous, animés par la volonté de faire la promotion du cinéma, de l'audiovisuel et de défendre des droits des cinéastes.

Pour cette cinquième édition qui a pour marraine Claudia Yoka, productrice, réalisatrice et directrice de Tazama festival, Gros plan fait peau neuve en apportant des innovations et des changements organisationnels et structurels, avec notamment une nouvelle dénomination, un nouveau logo, un nouveau règlement, une nouvelle charte graphique...

En effet, l'événement se dénomme désormais Gros plan festival ou Festival international du film de Pointe-Noire. « Dans le jargon du cinéma, le gros plan est une technique de prise de vue isolant un détail du corps ou d'un objet. En ce qui concerne le festival, il met l'accent sur le cinéma et ses métiers », a dit Michael Gandoh.

« Le Gros plan festival est à ce jour la seule manifestation internationale cinématographique en République du Congo. Il met tant en lumière la jeune création cinématographique africaine et d'ailleurs et qui draine une affluence importante. Elle a fait près de 4000 entrées en 2022 », a-t-il ajouté.

Dynamique et riche, la programmation du festival se place sous le signe de l'émergence et de la découverte d'un jeune cinéma afri-

cain, mondial, créatif et novateur en invitant de jeunes réalisateurs à venir présenter leurs films. Le festival s'attache ainsi à créer l'opportunité de rencontres entre public et les cinéastes, mais aussi des professionnels du cinéma. « Une manifestation telle que celle-ci se définit par la volonté de sortir du flux des sorties cinématographiques hebdomadaires, de révéler des films rares et inédits, et de proposer des moments d'échange, de réflexion et surtout de convivialité autour des œuvres, en compagnie de leurs créateurs », a poursuivi Michael Gandoh.

Le Gros plan festival accompagne les jeunes artistes musiciens connus ou en voie de l'être sous la forme d'un ciné-concert depuis 2018 grâce au soutien de ses partenaires. Dans le souci de donner une place à la relation musique et cinéma, et pour concevoir le ciné-concert, le Festival de Pointe-Noire sollicite de jeunes artistes de la scène musicale locale ou internationale.

Ainsi, pour la première fois, la soirée de lancement de cette cinquième édition sera marquée du sceau de la musique et du cinéma. Un grand concert sera donné sous les projecteurs dans un espace ou-



vert pouvant accueillir un grand public. Comme à chaque édition, des ateliers de formation et master-class dirigés par des cinéastes et professionnels du cinéma chevronnés seront disponibles cette année. Une occasion pour des jeunes de se former dans certains métiers du cinéma, notamment la réalisation, le jeu d'acteur, le mon-

tage image, ...

Les rencontres professionnelles, les colloques et les conférences vont constituer aussi un autre moyen d'apprentissage entre les cinéastes seniors et juniors. C'est l'unique festival du film au Congo qui met l'accent sur la formation des jeunes et qui produit des films pour une diffusion pendant le fes-

tival.

Aussi, Gros plan festival est l'unique rendez-vous cinématographique qui prime des films longs métrages et courts métrages en compétition internationale, met l'accent sur le glamour, crée le rêve cinématographique congolais, forme plusieurs cinéastes chaque année, initie une activité caritative dans des orphelinats, en partenariat avec Canal+, accorde une place non négligeable au tourisme avec une visite guidée de la ville de Pointe-Noire et ses environs, produit des films de son atelier de réalisation.

A son terme, des distinctions seront attribuées aux acteurs et cinéastes méritants tant dans la catégorie longs métrages que dans celle des courts métrages (meilleur film documentaire, meilleure fiction, meilleur scénario, meilleur son, prix de la meilleure interprétation masculine, prix de la meilleure interprétation féminine, prix de la meilleure bande originale...). Initialement dénommé Festival international du court métrage la Pointe-Noire, le festival Gros plan a conservé cette dénomination jusqu'à sa quatrième édition (2022), une édition dite de transition marquant ainsi le passage vers le long métrage.

H.B.M.

HUMEUR

En attendant la resocialisation des « Bébés noirs »

La resocialisation des jeunes délinquants dits « Bébés noirs » ou « Koulounas », à travers leur rééducation dans les trois grands sites choisis dans le pays est, certes, une stratégie bien accueillie par la population. Mais trop de peur persiste encore face à la montée de ce phénomène dans le pays, spécifiquement dans les villes que sont Brazzaville et Pointe-Noire

Comme l'ont signifié les pouvoirs publics, la justice populaire n'est pas une solution admissible. Il devient donc urgent que l'Etat prenne en main la situation, en envisageant des initiatives pour venir à bout de cette menace dans nos grands centres urbains. Par exemple, l'éclairage public des quartiers y compris les patrouilles diurnes et nocturnes doivent s'intensifier. A Pointe-Noire, dans des quartiers comme Makayabou, Thystère, l'OCH, Raffinerie et bien d'autres, la population a peur de sortir du coin quand il est 21 heures.

A Nkouinkou, il y a à peine une semaine, un lycéen a vu son sac ravi et lui-même frappé par ces délinquants parce qu'il leur a refusé de l'argent. Et cela s'est passé en plein jour sous des regards impuissants des passants. Au quartier Makayabu, une maman qui partait pour sa prière du matin avait été bastonnée, perdant sa trousse et son téléphone portable, y compris une somme d'argent importante, alors qu'après la prière, elle devait se rendre au marché de Mayaka, à Mvou-Mvou.

Les mêmes cas condamnables sont observés à Brazzaville. Pour preuve, tout le cadran qui va du terminus de Mikalou à l'école Jacques-Opangault est bien la demeure des « Bébés noirs ». Certains font ouvertement la loi aux abords de l'avenue Marien-Ngouabi, en allant du pont de la ferme jusqu'au lycée Thomas-Sankara sans être inquiétés. Au quartier Ngamakosso, à Talangaï, ces jeunes s'organisent toujours pour tromper la vigilance des forces de l'ordre, se dissimulant facilement dans la population quand ils entendent la sirène de la patrouille motorisée.

Le vrai problème de cette criminalité juvénile dans nos villes est l'oisiveté. Braquer, piller, voler, violer, et même assassiner deviennent leur mode de vie qu'ils n'entendent en aucun cas abandonner. D'où il devient urgent d'envisager d'autres mesures plus coercitives et bien musclées pour très vite les mettre hors d'état de nuire. Que ce soit à Brazzaville ou à Pointe-Noire, aucun jour ne passe sans que la population ne soit dans la détresse à cause des nombreux forfaits commis par ces « Koulounas ». Elle vit avec la peur bleue au ventre, ces hors la loi créant un vrai stress social.

Alors, que pourraient être dans l'immédiat des mesures dissuasives ? En voici quelques-unes. Une fois appréhendés, ces jeunes délinquants, encadrés par la force de l'ordre, devraient impérativement être soumis à des travaux d'intérêt publics du matin au soir. Leurs parents doivent s'acquitter d'une amende conséquente pour les dissuader de cette voie dans laquelle ils se sont engagés.

En agissant ainsi, ceux qui envisagent d'intégrer ce monde des « Bébés noirs », les voyant vider les caniveaux, ramasser des ordures toute la journée et être flagellés, décideront de s'abstenir. Ces pistes de solutions pourront convertir certains et arrêter les velléités d'autres, en attendant leur resocialisation à travers des formations qu'ils recevront au sein des sites instaurés pour la cause. Ce phénomène, disons-le, devient un facteur perturbant la quiétude sociale dans nos villes.

Faustin Akono

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mbama Hardi Josip Christ-Sage. Je souhaiterai être désormais appelé Loubaki Hardi Josip Christ-Sage. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois(03) mois.

On m'appelle Ndoudi Reine Benira Lionelle. Je souhaiterai être désormais appelé Mampouya Benira. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois(03) mois.

CANADA/QUÉBEC

La langue française en perte de vitesse

L'emploi du français au Québec semble se dégrader, selon le rapport de l'Office de la langue française. Seulement 60% des habitants de la ville de Montréal, la plus grande de la province, ont recours à cette langue en dehors de la sphère familiale.



D'après le rapport de l'Office de la langue française, les 18-34 ans s'expriment surtout en anglais sur les réseaux sociaux et en parlent même entre Francophones. « Ça a l'air plus populaire de parler en anglais avec les gens, même si tout le monde est capable de parler en français tout le temps. Notre génération a pris l'anglais comme une culture un peu supérieure au français, dans un sens », confirme un col-

légien de Québec, une ville où pourtant les gens s'expriment en français. Un enseignant explique également que « dans les corridors aussi, on entend l'anglais ». « Il y a des élèves qui préfèrent entre eux s'exprimer en anglais qu'en français, même si le français est leur langue maternelle », s'étonne-t-il. La langue utilisée sur les réseaux sociaux joue un rôle dans cette tendance, à en croire un jeune homme : « Surtout sur TikTok et

Instagram, la plupart des vidéos qu'on regarde, c'est plus anglais que français. La plupart des créateurs de contenus sont plus aux États-Unis, c'est plus populaire là-bas que le reste des pays français ». Cette « américanisation » du Québec inquiète le gouvernement : il vient de proposer une réforme de la langue française, assortie d'un plan de plusieurs centaines millions d'euros.

Noël Ndong



**DEMANDE DE COTATION
RFQ N° UNFPA/COG/RFQ/24/033**

L'UNFPA sollicite par la présente une cotation pour l'achat et l'assemblage de 1000 kits pour l'hygiène menstruelle des Jeunes filles. Ci-dessous les articles.

| QUANTITÉ | DESCRIPTION DU PRODUIT OU NATURE DU SERVICE | NOMBRE DE PIECE PAR KIT |
|----------|---|-------------------------|
| 1000 | Petites trousses en tissu, d'une dimension de 16 cm en hauteur, 17cm de côté et 25cm devant | 1 |
| 1000 | Lots de pinces à linge | 1 |
| 3000 | Serviettes hygiéniques | 3 |
| 3000 | Sous-vêtements | 3 |
| 2000 | Savons de 200 g de couleur blanche | 2 |

Cette Demande de Cotation est ouverte à toutes les sociétés légalement constituées en mesure de fournir les produits et qui disposent de la capacité juridique pour exercer dans le pays ou par l'intermédiaire d'un représentant agréé.

Les intéressées peuvent récupérer le document d'appel d'offre (RFQ) sur le site :

<https://congo.unfpa.org/fr>

Ou au Bureau de l'UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC)

Les offres doivent être soumises uniquement à l'adresse mail :

procurement.congobrazzaville@unfpa.org

Des images du kit est disponible au bureau de UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC)

La date limite pour la soumission des offres est le **10 juin 2024 à 17:30 PM** heure Congo

BAD

La Côte d'Ivoire hôte des assemblées annuelles 2025

Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, accueillera l'année prochaine les 60es assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD). Un choix salué par le représentant du pays aux assises de Nairobi, au Kenya, dont la clôture est intervenue le 31 mai, au bout de cinq jours d'intenses échanges, sur une note d'espoir.

Pour Akinwumi Adesina, la bonne note de Nairobi est symbolisée par le succès de l'événement ayant drainé quelque 8300 participants mais surtout par l'adhésion des dirigeants africains au plaidoyer porté par la Banque sur la réforme de l'architecture financière mondiale. Il s'agit, a-t-on pu noter, d'une urgence pour perfectionner les politiques de développement à l'échelle des continents. L'objectif étant de résorber les inégalités, les injustices et les dysfonctionnements constatés dans le fonctionnement du système économique mondial qui fait de l'Afrique la région la plus affectée.

« Mobiliser plus de ressources financières et atteindre les OObjectifs de développement durable de l'Afrique », tel est le vœu émis par le président de la BAD et les chefs d'Etat présents à Nairobi. Le président du groupe s'est félicité du déblocage par le Fonds monétaire international des droits de tirage spéciaux en faveur des banques multilatérales de développement. Réticentes au départ, les institutions financières internationales sont à présent sensibles aux appels lancés à plusieurs reprises par les instances africaines de tenir compte des potentialités



Les officiels lors de l'ouverture des assemblées de la BAD, le 29 mai/Adiac

et des priorités du continent dans la mise en œuvre des partenariats.

La question de la sous-évaluation du capital réel de l'Afrique par les acteurs extérieurs a décidé les dirigeants à se prononcer sur la création d'une agence de notation des économies du continent. Les experts estiment que, très souvent, l'attribution des notes par les agences non-africaines souffre de défaillances qu'il devient impérieux de corriger. Ce qui faisait dire au président kényan, William Ruto, le 29 mai, à l'ouverture des assemblées, que « les ressources minières et des énergies renouvelables ne sont pas prises en compte dans le produit intérieur brut

(PIB) des États ».

Et pour le cas spécifique du bassin du Congo, insistait à son tour le président congolais, Denis Sassou N'Gueso, « les réserves forestières immenses, les tourbières, si elles étaient prises en compte, le PIB des États serait classé à un niveau qui leur permettrait d'emprunter plus, d'avoir plus de moyens ». Ces « revendications » ne sont réitérées qu'en raison des problèmes réels auxquels l'Afrique est confrontée, qui ne peuvent trouver des solutions durables et justes que dans un cadre de concertation avec des partenaires bien connus.

Certes, les problématiques de l'endettement, des taux

d'intérêts élevés (8 à 10% dans certaines conditions), des charges supplémentaires imposées à l'Afrique par le dérèglement climatique ont constitué la toile de fond des conclusions des assemblées de Nairobi. En même temps, la part que les États doivent prendre dans cette bataille n'est pas des moindres : lutter contre la corruption, les flux illicites des capitaux, montrer aux partenaires extérieurs que l'on est en mesure de mener des réformes structurelles à un rythme soutenu, sont autant d'exigences qui fondent l'espoir que l'on est sur le bon chemin.

L'année prochaine, lorsque se tiendront à Abidjan les assem-

blées annuelles marquant les 61 ans de la BAD, il serait utile de savoir si les engagements pris au Kenya par la Banque mais aussi par les États membres ont bel et bien été tenus ; si l'architecture financière mondiale a bougé dans le bon sens. Ce sera aussi l'occasion pour le président sortant de passer le témoin à son successeur non encore désigné alors que la présidence du nouveau Conseil des gouverneurs, dévoilée à la clôture des réunions, est revenue à la Côte d'Ivoire, les première et deuxième vice-présidences étant occupées respectivement par la Chine et la République démocratique du Congo.

Gankama N'Siah

RÉFLEXION

L'art et la culture prioritaires ...

Si il est une évidence qui s'impose aujourd'hui sur les cinq continents que compte notre planète, c'est bien le fait que l'art et la culture, entendus dans leur sens le plus large, sont de façon indiscutable l'un des principaux moteurs du développement humain. Dans le monde très matérialiste et pour le moins agité, instable, violent qui nous entoure, la littérature, la musique, la poésie, la danse, la peinture, la sculpture, bref la créativité humaine, occupent une place de plus en plus importante.

Ceci, dira-t-on à juste raison, n'est pas nouveau car depuis des siècles et même depuis des millénaires, l'homme a tout fait pour que l'art et la culture marquent sa présence dans la société. La Chine, l'Égypte, la Grèce, l'Afrique, l'Amérique latine et

bien d'autres nations ou groupe de nations en ont témoigné de telle façon qu'elles ont marqué l'Histoire d'un sceau indélébile. Mais l'essor des nouvelles technologies qui se développe depuis les dernières décennies, notamment dans le vaste domaine de la communication, ne cesse de renforcer ce grand mouvement planétaire.

D'où l'idée simple mais certainement juste selon laquelle, il convient aujourd'hui de donner à l'art et à la culture, entendus dans leur sens le plus large, la place qui leur revient de façon évidente dans la gouvernance publique. Exactement comme le font nombre de démocraties à travers le monde, tout particulièrement en Europe où les activités culturelles occupent une place majeure et auxquelles

les États confèrent des moyens financiers de plus en plus importants en les positionnant en bonne, très bonne place au cœur de leur diplomatie.

Musées, galeries d'art publiques et privées, bibliothèques grandes et petites, salles de théâtre, de concert, de cinéma occupent une place de plus en plus grande dans la société et attirent des milliers, des centaines de milliers, des millions de visiteurs. D'où cette idée simple selon laquelle les pays émergents comme le Congo doivent positionner l'art et la culture en bonne, très bonne place dans leur gouvernance publique. Et, par conséquent, donner à ce ministère une place majeure au sein du gouvernement.

Ceci est d'autant plus vrai que

Brazzaville s'impose aujourd'hui comme l'une des capitales les plus dynamiques, les plus créatives, les plus attirantes de l'Afrique dans son ensemble et du bassin du Congo tout particulièrement. Etant bien placés du fait de nos multiples activités dans ce domaine, nous en avons tous les jours la preuve que nous relayons avec le plus grand soin dans les colonnes de nos quotidiens et sur les sites de nos médias numériques.

Dans la page de la grande Histoire qui s'écrit sous nos yeux, l'art et la culture occupent une position clé, tout comme ce fut le cas dans les siècles et les millénaires précédents. Tirons-en donc sans plus attendre les conclusions ! Nous avons tout à y gagner !

Jean-Paul Pigasse